

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 22 JANVIER 1925.

Proposition de loi modifiant la loi du 12 août 1903 ayant pour objet
la répression des fraudes commises au moyen de la margarine.

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS.

La réglementation du commerce du beurre et de la margarine, datant du 11 mai 1895, a été prise en vertu de la loi du 4 août 1890.

Depuis cette époque, des lois et des arrêtés royaux ont modifié, à diverses reprises, la législation sur la matière.

La loi actuellement en vigueur a été promulguée le 12 août 1903; elle a été complétée par des arrêtés royaux pris le 20 octobre 1903, les 18 septembre et 21 novembre 1904.

L'application de cette législation a démontré qu'elle était insuffisante pour réprimer efficacement les falsifications. La Société Nationale de laiterie s'est occupée à diverses reprises de l'examen de cette législation; des rapports ont été présentés et discutés et des résolutions ont été prises sur certains points spéciaux; mais il manquait un travail d'ensemble sur cette question si complexe et si délicate dans laquelle il faut tenir compte des intérêts si divers du consommateur, du producteur et du marchand.

C'est dans ces conditions que M. Gedoelst, dès la séance du 16 octobre 1907, proposait la nomination d'une Commission chargée d'étudier dans son entier la législation beurrière, les résolutions de cette Commission devant être ensuite soumises aux délibérations et à l'approbation de la Société.

La proposition fut adoptée et le bureau composa la Commission de délégués de la Société Nationale de laiterie et de délégués des organismes représentant les producteurs et les marchands. Elle fut ainsi composée :

Délégués de la Société Nationale de laiterie : MM. Adriaensen, abbé Bergé, Hoton, Maenhaut, Marcas, Smeyers et J. Wauters.

Délégués des fédérations laitières et des minques : MM. A. Collard, Bovy, Seeghers, Demulder Muylkens, Reynaert et Tourteau.

Des délégués de la Chambre syndicale des margariniers ont assisté à quelques-unes des réunions, mais se sont retirés ensuite.

La Commission a tenu de nombreuses séances sous la présidence de M. Maenhaut. Les vœux émis et les modifications proposées ont été soumis aux délibérations de la Société dans ses séances des 27 mai et 24 juin 1908.

C'est le résultat de ces délibérations et les décisions prises qui firent l'objet de la proposition de loi déposée à la Chambre par M. Maenhaut pendant la session de 1908-1909.

Ce projet de loi fut approuvé par les Sections de la Chambre en 1910 et la Section centrale l'adopta à son tour en 1912, avec quelques modifications. Mais, par suite de la dissolution des Chambres, il disparut de l'ordre du jour.

Il fut représenté par M. Maenhaut en séance du 16 janvier 1913, mais les événements en ont depuis lors empêché la discussion.

Cependant les modifications proposées sont aussi nécessaires qu'il y a quinze ans; pendant l'année qui vient de s'écouler, la Société Nationale de laiterie les a étudiées à nouveau en examinant en même temps les modifications proposées par la Section centrale et la situation actuelle.

Le résultat de ces délibérations sont consignées dans le rapport suivant :

EXAMEN DE LA LOI DU 12 AOUT 1903

et des modifications proposées par la Section centrale au projet élaboré par la Société Nationale de laiterie, en sa session de 1924.

Dans cet examen, nous ne ferons mention que des articles qui ont donné lieu à discussion et nous exposerons simplement la raison d'être des modifications proposées.

ARTICLE 2, ALINÉA 3. — Cet alinéa est ainsi conçu : *Ne tombent pas sous l'application de la présente loi, les produits accessoires de la charcuterie et de la boucherie simplement fondus et exposés en vente dans les récipients mêmes dans lesquels ces produits ont été coulés et refroidis.*

Cet article tel qu'il est indiqué est en contradiction avec l'article 7, alinéa 3, qui défend aux producteurs ou préparateurs de beurre de détenir de la margarine, des graisses alimentaires ou d'autres matières grasses comestibles dans les établissements où est fabriqué ou préparé du beurre destiné à la vente.

Le but de l'alinéa est d'autoriser la vente et l'exposition en vente sans addition de matières révélatrices, des mélanges de graisses de divers animaux, mélanges qui, sans cet alinéa, rentreraient dans la catégorie des graisses alimentaires visées par l'alinéa 2.

Cette exception est nécessaire, mais de pareils produits peuvent, aussi bien que les autres matières grasses, servir à la fabrication du beurre; leur détention ne doit donc pas être autorisée dans les établissements où est fabriqué ou prépare le beurre destiné à la vente.

L'alinéa devrait être rédigé comme suit :

Ne sont pas considérés comme graisses alimentaires les produits accessoires de la charcuterie, etc.

ARTICLE 3. — Le premier alinéa de cet article stipule que : *Les mélanges de margarine ou de graisses alimentaires et de beurre, faits en vue du commerce, sont interdits.*

La margarine et les graisses alimentaires sont nettement définies à l'article précédent; les matières grasses non manipulées telles que la graisse de coco, l'oléo-margarine, le neutral lard, les graisses animales en général ne sont pas visées par cet alinéa, leur mélange au beurre serait donc autorisé et leur exposition en vente, en indiquant la nature du mélange, ne serait pas punissable.

Lorsque le législateur a décrété la défense prévue par cet article, il a évidemment voulu empêcher les mélanges de beurre avec tous les corps gras quelconques, car rien ne justifierait une exception. Il y a donc là une lacune qu'il faut combler en modifiant l'alinéa comme suit :

Les mélanges de margarine, de graisse alimentaire ou d'autres matières grasses et de beurre, faits en vue du commerce, sont interdits.

La Section centrale, tout en adoptant cette modification, fait observer qu'elle n'a pas beaucoup d'importance parce qu'on ne peut guère mélanger au beurre des graisses diverses, telles que le coco, l'oléo-margarine, le neutral lard, sans une manipulation préalable qui en fait des graisses alimentaires au sens de la loi.

Les perfectionnements apportés par les falsificateurs à leurs manœuvres frauduleuses permettent actuellement ces mélanges.

ARTICLE 6. — Cet article est relatif aux conditions imposées aux fabricants de margarine pour l'emballage de leurs produits. Les margarines étrangères ne sont pas visées par cet article, et cependant il est de toute nécessité qu'il en soit ainsi.

L'observation que nous faisons ici *est capitale* et s'applique à de nombreuses dispositions de la loi en vigueur. Il est indispensable que les produits venant de l'étranger soient soumis aux mêmes règles que les produits similaires belges; il faut que nos frontières soient fermées aux produits ne répondant pas aux stipulations de la loi belge et que le Gouvernement soit armé pour les refouler dans leur pays d'origine afin d'empêcher qu'ils ne se répandent dans le pays.

C'est pour ces motifs que nous avons introduit dans plusieurs articles le mot *importé* qui ne figure dans aucune des dispositions de la loi.

La Section centrale a approuvé cette addition; elle a proposé d'ajouter à cet article afin d'empêcher la fraude par substitution un alinéa ainsi conçu :

« Pour le commerce de détail, la vente de margarine ou de graisses alimentaires ne sera autorisée autrement qu'en paquets ficelés et plombés. Les détails de cet emballage seront réglés par arrêté royal. »

La Société Nationale de laiterie approuve cette addition.

ARTICLE 7, ALINÉA 3. — Cet alinéa, dont nous avons déjà donné la teneur, défend aux producteurs et préparateurs de beurre de détenir dans leurs établissements des matières grasses comestibles, dont la détention en même temps que le beurre n'offre pas les mêmes inconvénients que la détention des graisses diverses.

Nous proposons d'ajouter à cet alinéa la phrase suivante : *Cette défense ne s'applique pas aux huiles alimentaires liquides à la température de 15°.*

Nous proposons d'ajouter à l'article 7 un nouvel alinéa ainsi conçu :

Il est défendu sans déclaration préalable de détenir, dans les établissements où l'on fabrique ou prépare du beurre, de la margarine ou d'autres graisses comestibles, des appareils pouvant servir au mélange de ces produits entre eux.

On remarquera qu'il ne s'agit pas de soumettre à une autorisation quelconque la détention des appareils visés par cet article. Il s'agit d'une simple déclaration n'ayant aucune conséquence pour ceux de qui on l'exige.

Elle pourra d'un autre côté rendre, dans certains cas, de grands services à l'inspection des denrées alimentaires.

ARTICLE 9. — Ajouter le mot *importées* comme suit : *Tous les récipients ou enveloppes dans lesquels la margarine ou les graisses alimentaires sont importées, exposées en vente ou détenues pour la vente ou pour la livraison, etc.*

Les raisons de cette addition ont été exposées plus haut, nous n'y reviendrons pas.

A l'article 10 est introduit l'obligation de la marque d'origine pour le beurre.

ARTICLE 11. — Au premier alinéa de cet article, il est indispensable, comme nous le disions tantôt, d'ajouter le mot *importés* et de dire :

Ne peuvent être importés, préparés pour la vente, transportés, mis en vente, débités, exposés en vente, détenus pour la vente ou pour la livraison dans les magasins, boutiques, échoppes ou tout autre lieu :

A. *La margarine et les graisses alimentaires mentionnées au premier et au deuxième alinéa de l'article 2 qui ne satisfont pas aux conditions fixées en vertu de l'article 5 ;*

B. *Tout mélange de beurre et de matière grasse quelconque, sauf la tolérance admise par le dernier alinéa de l'article 3.*

Ces deux alinéas n'ont pas subi de modifications.

Le littéra C de la loi actuelle est ainsi conçu :

C. *Les beurres dont les caractères, sans révéler avec certitude la falsification ou l'altération grave, s'écartent de ceux de la généralité des beurres purs.*

Un arrêté royal spécifie, sur l'avis conforme du Conseil supérieur d'hygiène publique, les indices physiques et chimiques auxquels on reconnaît des beurres purs.

Et l'arrêté royal du 21 novembre 1904 a fixé en son article 2 ces indices :

Pour application de l'article 11, littéra C de la loi, seront considérés comme ayant des caractères anormaux qui s'écartent de ceux de la généralité des beurres purs, les beurres présentant, en même temps qu'un indice d'acides volatils et solubles (Reichert-Meissl) inférieur à 28°, l'un ou l'autre des caractères suivants : un indice de réfraction (Abbe-Zeis) à 40° C. supérieur à 44°, etc.

Cet article, qui a été introduit pour la première fois dans la loi du 4 mai 1900, surtout pour empêcher l'entrée en Belgique des beurres étrangers falsifiés au moyen de matières grasses non dénaturées, a, dès l'origine, soulevé de nombreuses critiques.

Déjà à cette époque, les analyses de beurres publiées dans les journaux scientifiques, ainsi que des enquêtes faites dans divers pays, démontraient que, loin d'être une exception, les beurres dits anormaux étaient assez nombreux, surtout pendant deux ou trois mois de l'année. A cette époque l'on pensait aussi, à tort, que de tels beurres étaient de qualité inférieure et qu'il n'y avait aucun inconvénient à en empêcher la vente.

Depuis lors, les analyses et les enquêtes se sont multipliées et ont démontré à toute évidence la grande variation de composition des beurres de tous les pays.

L'enquête officielle faite en Hollande depuis plusieurs années, d'autres enquêtes faites en Allemagne, en Russie, au Danemark ont montré que, notamment pendant les mois d'août et de septembre, les beurres n'ayant pas un indice d'acides volatils solubles supérieur à 28 sont en grande majorité et s'élèvent dans certains cas jusqu'à 90 % de la totalité des beurres examinés.

Une enquête a été faite en Belgique sur les beurres de laiterie par le Département de l'Agriculture; une communication préliminaire a été faite à la Société Nationale de laiterie par M. l'inspecteur Grognaard, chargé de rassembler les résultats analytiques obtenus; de ceux-ci il résulte que, comme dans les autres pays, aux mois d'août et septembre la plupart des laiteries belges produisent des beurres déclarés anormaux par l'article que nous discutons et que, de plus, si cette situation cesse à peu près pendant le restant de l'année dans un certain nombre de provinces, elle continue à exister pendant deux ou trois mois dans d'autres, et notamment dans certaines régions élevées du pays.

Nous espérons que les chiffres fournis par cette enquête seront publiés, car ils fourniront des éléments précieux pour l'étude de cette question si délicate.

Il est à noter que cette enquête n'a porté que sur les beurres de laiterie, c'est-à-dire sur ceux provenant d'un grand nombre de vaches; les anomalies auraient été bien plus profondes si l'enquête avait porté en même temps sur les beurres de ferme.

La disposition que nous visons actuellement doit-elle être maintenue dans la réglementation que nous étudions ?

Nous savons que cette disposition, lorsqu'elle a été introduite dans la loi, ne visait que les beurres provenant de pays où l'obligation de mêler à la margarine certains éléments de nature à la rendre décelable dans le beurre n'a pas été adoptée; il n'en est pas moins vrai qu'elle est applicable et qu'elle a été appliquée en Belgique, et que des condamnations ont été prononcées contre des producteurs ou des marchands ayant vendu ou exposé en vente des beurres dits anormaux.

Il n'en est pas moins vrai aussi que cette disposition frappe d'une suspicion illégitime, tout au moins pendant quelques mois de l'année, une partie de la production beurrière belge, à ce seul titre, elle doit disparaître de notre législation.

Mais d'autres considérations militent en faveur de cette suppression.

La disposition visée n'a jamais effrayé un fraudeur, la condamnation qu'il peut encourir ne pouvant être qu'une peine de simple police; les chiffres énumérés dans l'arrêté royal comme étant ceux *auxquels on reconnaît les beurres purs* égarent les magistrats chargés d'appliquer la loi : des beurres à haut titre en acides volatils peuvent être falsifiés avec des matières grasses étrangères et donner cependant à l'analyse un indice d'acides volatils solubles supérieur à celui fixé par l'arrêté royal; le beurre mélangé de graisse de coco, même en grande proportion ne rentre pas dans la catégorie des produits visés par cet article.

Les juges hésitent quelquefois à condamner, même quand des éléments spéciaux démontrent la falsification.

Les chiffres adoptés par l'arrêté royal ont varié; primitivement l'indice d'acides volatils avait été fixé à 25, ce qui rendait en quelque sorte légale la vente de nombreux beurres falsifiés; il a été élevé à 28, ce qui a rendu suspect un grand nombre de beurres purs.

La définition chimique du beurre est impossible, la variation de composition est trop grande.

C'est pour toutes ces raisons que la Société Nationale de laiterie demande la suppression de l'alinéa dont il est question et de l'article de l'arrêté royal qui en est la conséquence.

Quelles seraient les conséquences de cette suppression?

En ce qui concerne les beurres belges, rien ne serait changé puisque, actuellement, la loi en ce qui les concerne n'est pas appliquée; que, du reste, les dispositions relatives à la fabrication de la margarine, une surveillance sévère et incessante des fabricants et des marchands de beurre et de margarine permettent, sinon d'empêcher la fraude, ce qu'aucun règlement ne saurait faire, du moins d'atteindre les fraudeurs.

Mais en est-il de même des beurres importés de l'étranger?

Ceux provenant de pays où la margarine doit être additionnée de produits permettant de la déceler, peuvent être considérés comme se trouvant dans les mêmes conditions que les beurres belges si, bien entendu, ces pays possèdent un service de surveillance bien organisé et fonctionnant régulièrement. Une réserve spéciale doit être faite, du reste, pour que les beurres suspects puissent être arrêtés à la frontière jusqu'après enquête.

Restent les produits provenant de pays qui n'ont pas adopté cette obligation. Ici il est indéniable que, si aucune mesure n'est prise, notre marché sera envahi par des beurres falsifiés scientifiquement par des quantités plus ou moins fortes de margarine non dénaturée, difficilement décelables ou indécélables à l'analyse.

L'un des pays qui se trouvent dans ces conditions a institué un système de contrôle de la production du beurre qui a été beaucoup discuté depuis quelques années.

Ce service de contrôle fonctionne actuellement sous la surveillance du Gouvernement hollandais; tous ceux qui en ont étudié l'organisation estiment qu'il présente, au point de vue des produits exportés, les seuls qui nous occupent, des garanties de pureté presque absolues, ce qui nous autorise à demander que les beurres munis de la marque du contrôle hollandais soient considérés comme purs et admis sans autres conditions à l'entrée en Belgique.

La marque de contrôle n'a jamais été une garantie absolue de pureté; une fraude, quoique difficile, est toujours praticable aussi bien avec le système hollandais qu'avec le système belge, mais la découverte de la fraude est possible, et cela suffit pour considérer cette marque de contrôle comme un certificat de pureté; comme pour les pays où la dénaturation de la margarine a été adoptée, les beurres hollandais contrôlés devront pouvoir être arrêtés à la frontière jusqu'après enquête.

Il est bien entendu que l'entrée en Belgique doit être autorisée pour les beurres provenant de pays où un système de vérification de la pureté des beurres fonctionnerait sous la garantie du Gouvernement, que ce système soit semblable au système hollandais ou qu'il soit différent; ce serait aux services compétents du Gouvernement belge à apprécier s'il offre des garanties suffisantes.

L'Australie, le Danemark et le Canada possèdent des services de vérification de l'espèce.

Si le système dont il est question donne une garantie suffisante de pureté aux beurres des producteurs qui ont accepté le contrôle ou un système de vérification quelconque efficace, il n'en est plus de même pour les beurres des producteurs et des marchands qui ne sont pas soumis à ces obligations. Le mélange de pareils beurres avec des margarines *non additionnées de produits* qui les rendent décelables peut se faire aisément, et l'analyse chimique sera souvent impuissante à découvrir ces fraudes. Si des mesures n'étaient pas prises, nous verrions bientôt notre commerce envahi par des beurres étrangers falsifiés.

La Société a été d'avis qu'une mesure radicale s'impose : La prohibition à l'entrée des beurres ne remplissant pas les conditions que nous venons d'énoncer, c'est-à-dire ceux ne provenant pas des pays où l'introduction de matières révélatrices dans la margarine est exigée et ceux, provenant du pays n'ayant pas établi cette obligation, qui ne seraient pas munis d'un certificat de pureté.

Quelques-uns craignent que cette mesure ne soit pas acceptée par les pays importateurs; nous ferons remarquer que la disposition que nous proposons n'est pas nouvelle, elle existe dans plusieurs pays pour divers produits; nous nous contenterons de mentionner que des certificats d'analyse chimique sont exigés pour l'entrée en Allemagne et en Roumanie des huiles d'olives et de différents

produits agricoles et que le Gouvernement français désigne officiellement les experts qui ont qualité pour délivrer ces certificats. On trouverait certes de nombreux exemples pareils.

Il est à remarquer, du reste, que l'exportation du beurre se trouve, dans tous les pays un peu éloignés, entre les mains de quelques personnes qui auraient vite fait d'organiser, sous la surveillance du Gouvernement, un service de vérification donnant satisfaction à notre pays.

Nous proposons, en conséquence, de rédiger comme suit ce paragraphe spécial comportant *l'interdiction d'importer, de transporter de mettre en vente, etc.* :

C. Les beurres provenant de pays n'ayant pas adopté l'obligation d'additionner de substances révélatrices les margarines et les graisses alimentaires destinées, tant à la consommation intérieure qu'à l'exportation, ainsi que les beurres provenant de pays qui, ayant adopté cette mesure, n'auraient pas établi un système efficace d'inspection de la fabrication et de la production des beurres et des graisses.

Sont affranchis de cette interdiction les beurres provenant de pays n'ayant pas établi cette obligation, mais qui seront munis d'un certificat de pureté émanant d'une institution de contrôle organisée par le Gouvernement ou sous sa surveillance.

Les beurres remplissant les conditions formulées dans les deux alinéas ci-dessus pourront être arrêtés à la frontière, jusqu'après enquête, lorsqu'ils paraîtront suspects de falsification ou lorsque le certificat de pureté paraîtra avoir été altéré.

La Section centrale a adopté cette manière de voir.

* .

La falsification du beurre par addition d'eau n'est pas visée par la loi actuellement en vigueur, mais des arrêtés royaux réglementent la vente des beurres contenant un excès d'eau.

Les arrêtés royaux du 18 septembre 1904 et du 3 février 1919 ne visent, en effet, en aucune façon, les beurres falsifiés par addition d'eau; ils imposent pour la vente des beurres renfermant de 18 à 20 % d'eau, de caséine et de lactose qui sont souvent des beurres mal fabriqués, des conditions d'emballage et d'étiquetage impossibles à réaliser et le dernier arrêté royal, qui interdit la vente des beurres renfermant plus de 20 % de matières autres que la matière grasse et le sel, déclare ces beurres nuisibles alors qu'ils ne peuvent l'être que si l'eau qu'ils contiennent est impropre à la consommation.

On objectera que l'article 500 du Code pénal reste applicable à ceux qui introduisent volontairement de l'eau dans le beurre et qu'ils peuvent être condamnés comme falsificateurs. Cela est exact, et, depuis quelque temps, des condamnations sont intervenues dans ce sens; mais il n'est pas moins vrai que, dans beaucoup de cas, les magistrats appliquent simplement le règlement si rien ne vient leur indiquer qu'un autre article de loi est applicable.

Cette notion doit, nous paraît-il, être inscrite dans la loi et une distinction doit être faite entre les beurres additionnés d'eau et ceux qui contiennent un excès d'eau par suite d'un défaut de fabrication; les premiers sont des beurres falsifiés, les seconds des beurres altérés ou mal préparés.

La classification des beurres renfermant un excès d'eau dans l'une de ces deux catégories est souvent possible, soit au moyen de l'analyse chimique si la quantité d'eau est assez élevée, soit par l'examen de plusieurs beurres du même marchand si l'excès d'eau est peu élevé; on peut ainsi arriver à prouver qu'il ne s'agit pas d'un accident de fabrication, mais bien d'une manipulation couramment pratiquée.

Si l'on peut, sans contestation aucune, interdire la vente des beurres additionnés d'eau, peut-on empêcher la vente de ceux contenant accidentellement un excès d'eau? Nous pensons que oui, car il s'agit ici de produits de qualité inférieure, altérables, obtenus par une fabrication défectueuse et dont le producteur ou le marchand connaît parfaitement la valeur; il pourra aisément remédier au défaut de fabrication qui lui aura été signalé.

Nous proposons donc la rédaction suivante :

Ne peuvent être importés, préparés pour la vente, etc. :

D. Les beurres additionnés d'eau ou dans lesquels on a laissé intentionnellement un excès d'eau.

E. Les beurres renfermant accidentellement, par suite de fabrication défectueuse, une proportion de substances autres que la matière grasse et le sel supérieure à celle qui sera fixée par un arrêté royal.

Les peines à prévoir sont, pour l'alinéa D, des peines correctionnelles et, pour l'alinéa E, des peines de simple police.

La Section centrale de la Chambre a modifié ces deux paragraphes et les a remplacés par les dispositions suivantes :

Ne peuvent être importés, préparés pour la vente, débités, etc.

D. Les beurres contenant plus de 15 % d'eau.

E. Les beurres renfermant soit par suite d'un défaut de fabrication ou autrement, plus de 2 % de substances autres que la matière grasse extrait du lait, le sel et l'eau.

Et l'article 13 prévoit pour ceux qui auront sciemment importé, etc., pour la vente ou pour la livraison, les produits ci-dessus des peines correctionnelles et pour ceux qui les auront importés, etc., de bonne foi, des peines de police.

L'idée de fixer dans la loi une limite à la quantité de substances autres que la matière grasse, le sel et l'eau, soit la caséine et le lactose, principes existant normalement en plus ou moins grande quantité dans le lait, nous paraît inutile et dangereuse.

D'un autre côté, il nous paraît que le rôle de la législation n'est pas de fixer des chiffres limites pour les produits entrant dans la composition des denrées alimentaires. Elle doit se borner à indiquer dans la loi l'obligation de fixer ces limites, laissant à l'administration s'appuyant sur des enquêtes et sur l'avis des personnes compétentes le soin de les indiquer dans un arrêté royal.

Nous ferons remarquer que la Section centrale a fixé la teneur totale en non beurre à 17 % : 15 % d'eau et 2 % de caséine et de lactose, chiffre qui nous paraît bas pour une interdiction de vente.

Nous estimons que la séparation en deux paragraphes spéciaux des divers éléments du petit lait ne se justifie pas et que la formule que nous avons employée dans nos propositions est préférable.

De plus, il nous paraît indispensable qu'un paragraphe spécial indique nettement aux magistrats chargés d'appliquer la loi que toute addition d'eau au beurre, même si la quantité d'eau rentre dans les limites fixées pour les beurres mal préparés, est une falsification, c'est ce qu'indique clairement le premier alinéa de nos propositions.

Nous vous proposons donc de maintenir celles-ci.

La Section centrale a ensuite introduit dans l'article 11 un paragraphe spécial relatif aux antiseptiques ainsi conçu :

« Le beurre ne pourra, en aucun cas, contenir aucune substance antiseptique, quelque minime qu'en soit la quantité. »

Cette défense d'employer des antiseptiques se trouve, jusqu'à présent, insérée dans l'arrêté royal pris en exécution de la loi. Elle y est plus à sa place que dans la loi, car un arrêté royal est plus facilement modifiable qu'une loi. Les antiseptiques sont prohibés, jusqu'à présent, dans le beurre, parce qu'ils sont considérés comme nuisibles à la santé. Mais si l'on démontrait qu'un antiseptique déterminé peut être employé sans danger pour la santé, il n'y aurait pas de raison pour l'interdire, pas plus qu'on n'interdit l'addition de sel.

Le Gouvernement est déjà entré dans cette voie en autorisant, sur avis favorable du Conseil supérieur de l'hygiène, la vente du beurre contenant une quantité maximum fixée d'acide borique.

* * *

Il reste à insérer à l'article 11 un alinéa spécial relatif à la margarine.

La margarine est une denrée alimentaire qui a pris une importance considérable au point de vue de l'alimentation du peuple, elle remplace le beurre, et sa valeur nutritive est uniquement due à la plus ou moins grande quantité de corps gras qu'elle renferme; ce corps gras ne saurait être remplacé par un autre produit et surtout par de l'eau.

Si l'on considère qu'il est nécessaire de fixer une limite semblable à la quantité de matières autres que la matière grasse et le sel contenue dans le beurre, il est tout aussi nécessaire de fixer une limite semblable pour la margarine et les graisses alimentaires. L'introduction d'un excès d'eau dans ces produits constitue une falsification au même titre que l'introduction d'un excès d'eau dans le beurre.

Nous proposons de rédiger comme suit cet alinéa spécial :

Ne peuvent être importés, etc. :

F. Les margarines et les graisses alimentaires renfermant une proportion de substances autres que la matière grasse et le sel supérieure à celle qui sera fixée par un arrêté royal.

La Section centrale n'a pas admis cette modification en faisant observer que la margarine était en quelque sorte un produit de fantaisie et qu'il ne fallait pas la réglementer.

Nous ne saurions admettre cette manière de voir. La margarine est actuellement l'une des principales sources de matière grasse nécessaire à l'organisme, c'est comme telle qu'elle se vend. Le public est trompé lorsqu'on lui fournit de l'eau pour de la matière grasse aussi bien dans le beurre que dans la margarine.

Actuellement tout est permis, le fabricant peut à son gré tromper le consommateur, d'autant plus qu'une circulaire ministérielle déclare que la fabrication de la margarine n'est réglementée qu'au point de vue de l'addition d'huile de sésame et de fécule de pommes de terre et qu'on peut y ajouter toute autre substance non nuisible.

Nous demandons que cette situation cesse et que, comme pour le beurre, la loi fixe ce point important.

ARTICLE 12. — Les agents désignés en vertu de la loi du 4 août 1890 peuvent pénétrer en tout temps dans les locaux de fabrication pour y surveiller l'exécution des dispositions de la présente loi.

Il nous paraît nécessaire de dire : dans les locaux de fabrication *et de préparation*; ces derniers doivent pouvoir être surveillés comme les premiers.

ARTICLE 13. — A l'alinéa 1^{er} il faut, pour les raisons données plus haut ajouter le mot *importé* et dire : *Seront punis, etc., ceux qui, sciemment, auront importé, préparé pour la vente, transporté, mis en vente, vendu, débité, exposé en vente, détenu pour la vente ou pour la livraison les produits indiqués aux littéras A, B, C, D et F de l'article 11 et ceux qui auront contrevenu aux alinéas 2 et 3 de l'article 7.*

Seuls les littéras A et B de l'article 11 figurent dans le texte actuel. Nous proposons d'y ajouter l'alinéa C, relatifs aux beurres étrangers, et les alinéas D et F, relatifs aux beurres et aux margarines falsifiés par de l'eau ou d'autres matières.

Il nous paraît nécessaire aussi de changer la nature des peines applicables à ceux qui détiennent ou transportent de la margarine ou des graisses alimentaires en mêmes temps que du beurre. Puisque cette défense est inscrite dans la loi, elle doit être sanctionnée non pas par des peines de simple police, mais par des peines correctionnelles, les premières n'ayant pas d'effet.

L'alinéa 3 de l'article 13 prévoit que, en cas de récidive, le tribunal pourra ordonner que le jugement soit affiché dans les lieux qu'il désignera.

Nous signalons que la rédaction actuelle n'a pas de portée, puisqu'elle permet au condamné d'enlever l'affiche immédiatement après son apposition. Il faut ajouter à la fin de l'alinéa : *et pendant un temps qu'il déterminera.*

Le 5^e alinéa doit être rédigé comme suit : *L'article 85 du Code pénal (circonstances atténuantes) sera applicable aux infractions prévues par les littéras A, B, C, D et E de l'article 11, par les alinéas 2 et 3 de l'article 7 et par l'article 2.*

Puis viennent les alinéas relatifs aux contraventions.

Seront punis des peines édictées par l'article 6 de la loi du 4 août 1890 :

1° Ceux qui, de bonne foi, auront importé, transporté, mis en vente, vendu, débité, exposé en vente, détenu pour la vente ou pour la livraison les produits indiqués à l'article 11, littéras A, B, C, D et F;

2° Ceux qui auront contrevenu aux dispositions des articles 4, 6, des alinéas 1, 4 et 5 de l'article 7, des articles 8, 9, 10 et 11 littéra F.

* * *

Nous avons terminé l'examen de la loi; quelques mots à propos de l'ARRÊTÉ ROYAL DU 20 OCTOBRE 1903 pris en application de cette loi.

L'ARTICLE 4, relatif à la définition des beurres anormaux, doit être supprimé comme conséquence de la suppression du littéra C de l'article 11 de la loi actuelle.

L'ARTICLE 5 interdit à tout vendeur de margarine ou de graisse alimentaire d'employer sur des emballages, affiches, etc., pour désigner son industrie ou ses produits, les mots lait, beurre, crème ou des dérivés de ces mots. Il nous paraît logique d'étendre cette défense au vendeur de graisse comestible pouvant servir aux mêmes usages que le beurre.

L'ARRÊTÉ ROYAL DU 18 SEPTEMBRE 1904, relatif aux beurres contenant un excès d'eau et qui a remplacé l'article 6 de l'arrêté du 20 octobre 1903, doit être entièrement supprimé.

Ici doit prendre place un article fixant la quantité de non-beurre tolérée dans le beurre et dans la margarine.

Pour le beurre, la Société Nationale de laiterie propose le chiffre de 18 % adopté dans le règlement actuel.

On pourrait dire : *Pour l'application de l'article 11, littéra E, le beurre contenant plus de 18 % de substances autres que la matière grasse et le sel ne pourra être importé, vendu, livré exposé en vente, détenu ou transporté pour la vente ou pour la livraison.*

Un alinéa semblable devrait être introduit pour la margarine et les graisses alimentaires; mais nous ne pouvons indiquer le chiffre qui doit être fixé. Il est nécessaire pour cela de procéder à des constatations assez nombreuses et il est juste d'entendre à ce sujet les fabricants de margarine et de graisses alimentaires.

L'ARTICLE 7 déclare nuisibles :

1° Le beurre, la margarine et les graisses alimentaires fabriqués avec du lait dont la vente est interdite;

2° Le beurre, la margarine et les graisses alimentaires additionnés d'antisep-tiques ou de glycérine,
et en interdit la vente, le débit ou l'exposition en vente.

Il est indispensable que l'importation soit aussi interdite, afin que nos nationaux ne soient pas exposés à des contraventions imméritées.

Nous avons terminé l'exposé des modifications que la Société Nationale de laiterie propose d'apporter à la législation qui régit, en Belgique, le commerce du beurre et de la margarine; nous croyons qu'elles sont indispensables pour réprimer les fraudes qui se commettent encore journellement et nous osons espérer qu'elles seront favorablement accueillies par les pouvoirs publics.

C'est en ces termes, Messieurs, que la Société Nationale de laiterie a exposé dernièrement les modifications qu'elle propose à la Législature. Nous avons cru ne pouvoir mieux faire que de reproduire, comme exposé des motifs de notre proposition de loi, ce rapport clair et complet, rédigé par M. J. Wauters, directeur honoraire du laboratoire de chimie de la ville de Bruxelles, membre du Conseil supérieur d'hygiène.

Nous espérons que bientôt la Chambre examinera et votera ces modifications qui donneront toute satisfaction au producteur et au consommateur, au commerçant et au cultivateur honnêtes.

J. MAENHAUT.

(14)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 22 JANUARI 1925.

Wetsvoorstel tot wijziging der wet van 12 Augustus 1903, waarbij het door middel van margarine gepleegd bedrog wordt beteugeld.

TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

De regeling van den handel in boter en margarine, welke dagteekent van 11 Maart 1895, werd ingevoerd krachtens de wet van 4 Augustus 1890.

Sedertdien werden de wetsbepalingen op dat gebied herhaaldelijk gewijzigd door wetten en Koninklijke besluiten.

De wet, die heden van kracht is, werd afgekondigd op 12 Augustus 1903; zij werd aangevuld door Koninklijke besluiten van 20 October 1903, 18 September en 21 November 1904.

Uit de toepassing van de wet is gebleken dat zij ontoereikend was om de vervalschingen doelmatig te beteugelen. De Nationale Zuivelmaatschappij hield zich herhaaldelijk onledig met het onderzoeken van gezegde wet; verslagen werden uitgebracht en besproken, resolutiën werden genomen over sommige bijzondere punten; doch er ontbrak een samenvattend werk over dit zoo ingewikkeld en zoo kiesch vraagstuk, waarbij de zoo verschillende belangen van verbruiker, bereider en verkooper in acht moeten genomen worden.

Onder die omstandigheden stelde de heer Gedoelst, van af de vergadering van 16 October 1907, voor, eene Commissie te benoemen, ten einde de boterwet in haar geheel te onderzoeken; de beslissingen dezer Commissie zouden naderhand aan de Maatschappij onderworpen worden ter behandeling en goedkeuring.

Het voorstel werd aangenomen en het bureel benoemde in die Commissie afgevaardigden van de Nationale Zuivelmaatschappij, alsmede van de maatschappijen die de boterbereiders en de boterhandelaars vertegenwoordigen. Zij werd samengesteld als volgt :

Afgevaardigden van de Nationale Zuivelmaatschappij : de heer Adriaensen, E.-H. Berger, de heeren Hoton, Maenhaut, Marcas, Smeyers en J. Wauters.

Afgevaardigden van zuivelbonden en botermijnen : de heeren A. Collard, Bovy, Seeghers, Demulder, Maylkens, Reynaert en Tourteau.

Afgevaardigden van het Syndicaat van Margarinefabrikanten woonden enkele vergaderingen bij, doch trokken zich daarna terug.

De Commissie hield talrijke vergaderingen onder het voorzitterschap van den heer Maenhaut. De uitgedrukte wenschen en voorgestelde wijzigingen werden door den heer Hoton, secretaris der Commissie, verzameld en aan de maatschappij onderworpen ter behandeling, op hare vergaderingen van 27 Mei en 24 Juni 1908.

De uitslagen dezer beraadslagingen en de genomen beslissingen maakten den grondslag uit van het wetsvoorstel dat door den heer Maenhaut tijdens het zittingsjaar 1908-1909 ter Kamer werd ingediend.

Dit voorstel werd goedgekeurd door de afdeelingen der Kamer in 1910, en in 1912 mits enkele wijzigingen aangenomen door de Middenafdeeling. Doch wegens de ontbinding der Kamers werd het van de dagorde afgevoerd. Ter vergadering van 16 Januari 1913 werd het door den heer Maenhaut opnieuw voorgebracht, doch de gebeurtenissen hebben er de behandeling van verhinderd.

En echter zijn de voorgestelde wijzigingen even noodzakelijk als voor vijftien jaren; tijdens het afgelopen jaar, heeft de Nationale Zuivelmaatschappij het vraagstuk met de door de Middenafdeeling voorgestelde wijzigingen en den huidige toestand, opnieuw onderzocht.

Den uitslag dezer beraadslagingen hebben wij in dit verslag samengevat :

ONDERZOEK DER WET VAN 12 AUGUSTUS 1903

en der wijzigingen door de Middenafdeeling voorgesteld in het ontwerp dat werd opgemaakt door de Nationale Zuivelmaatschappij, in haar zittingsjaar 1924.

Bij dit onderzoek vermelden wij enkel de artikelen die aanleiding gaven tot bespreking, en deelen eenvoudig mede waarop de voorgestelde wijzigingen steunen.

ARTIKEL 2, LID 3. — Het luidt als volgt : *De bijkomende voortbrengselen der spekslagers- en vleeschhouwersbedrijven, eenvoudig gesmolten en te koop gesteld in dezelfde vaten waarin men deze voortbrengselen heeft overgegoten en verkoeld, vallen niet onder toepassing van deze wet.*

Dit artikel, aldus opgesteld, is in strijd met artikel 7, lid 3, waarbij het aan voortbrengers of bereiders van boter verboden wordt, margarine, voedingsvetten of andere eetbare vetwaren in hun bezit te hebben, in inrichtingen waar boter, voor den verkoop bestemd, wordt vervaardigd of bereid.

Dit lid heeft ten doel, te veroorloven het verkoopen en het te koop stellen, zonder toevoeging van herkenningmiddelen, van mengsels van vet afkomstig van verscheidene dieren, mengsels welke, bij gebrek aan deze bepaling, zouden gerangschikt worden onder de voedingsvetten, bedoeld bij lid 2.

Deze uitzondering is noodzakelijk; doch soortgelijke voortbrengselen kunnen, evengoed als de andere vetstoffen, dienen tot het bereiden van boter; bijgevolg moet het in bezit hebben van die voortbrengselen niet veroorloofd worden in inrichtingen waar boter, voor den verkoop bestemd, vervaardigd of bereid wordt.

De alinea dient te luiden als volgt :

De bijkomende voortbrengselen der spekslagers- en vleeschhouwersbedrijven... worden niet beschouwd als voedende vetwaren.

ARTIKEL 3. — Het eerste lid van dit artikel bepaalt : *Het vermengen, met het oog op den handel, van margarine of voedende vetwaar met boter is verboden.*

Margarine en voedingsvetten worden in voorgaande artikel nauwkeurig bepaald; onbewerkte vetstoffen, zooals kokosvet, oleo-margarine, neutral spek, en dierenvet in het algemeen, worden door dit lid niet bedoeld; bijgevolg zouden zij met boter mogen vermengd worden, en het te koop stellen daarvan, mits aanwijzing van den aard van het mengsel, zou niet strafbaar zijn.

Het spreekt van zelf dat, toen de wetgever het door dit artikel bepaald verbod invoerde, hij het vermengen van boter met om 't even welke vetstof, wilde verbieden; eene uitzondering zou immers op geen gronden steunen. Het geldt dus eene leemte die moet aangevuld worden door het wijzigen van dit lid als volgt :

Het vermengen, met het oog op den handel, van margarine, voedende vetwaren of andere stoffen met boter is verboden.

Ofschoon de Middenafdeeling deze wijziging aannam, deed zij niettemin opmerken dat zij van gering belang was, vermits men de verschillende vetstoffen, zooals kokosvet, oleo-margarine, neutral spek bezwaarlijk met boter vermengen kan zonder eene voorafgaande bewerking die er voedingsvetten van maakt, bedoeld in de wet.

Deze vermenging wordt thans mogelijk gemaakt door de verbeteringen welke in de vervalsching zijn gebracht.

ARTIKEL 6. — Dit artikel betreft de vereischten, aan margarinefabrikanten opgelegd voor het verpakken van hunne voortbrengselen. Buitenlandsche margarine wordt door dit artikel *niet bedoeld*; het is nochtans volstrekt noodig dat zij het weze.

De opmerking, die wij hier maken, is *van het hoogste belang* en geldt voor talrijke bepalingen van de bestaande wet. De voortbrengselen uit het buitenland moeten volstrekt aan dezelfde regelen onderworpen worden als de soortgelijke Belgische voortbrengselen; onze grenzen moeten gesloten blijven voor voortbrengselen die niet beantwoorden aan den bij de Belgische wet gestelden eisch en de Regeering moet gewapend zijn om ze weder naar hun land van herkomst te drijven ten einde te beletten dat zij ons land door verspreid worden.

Om deze redenen hebben wij het woord « *ingevoerd* », dat in geen enkele bepaling van die wet voorkomt, in verscheidene artikelen ingelascht.

De Middenafdeeling heeft deze inlassching goedgekeurd; bovendien heeft zij, ten einde de vervalsching door middel van vervanging te beletten, voorgesteld aan dit artikel eene lid toe te voegen, luidende als volgt :

« In den kleinhandel wordt de verkoop van margarine en voedingsvetten niet toegelaten dan in toegebonden en geloode pakjes. De wijze waarop deze verpakking moet geschieden, wordt bij Koninklijk besluit geregeld. »

Deze toevoeging werd door de Nationale Zuivelmaatschappij goedgekeurd.

ARTIKEL 7, LID 3. — Krachtens dit lid, waarvan wij den inhoud reeds mededeelden, is het aan voortbrengers en bereiders van boter verboden, voedende vetwaren in hun bezit te hebben in hunne inrichtingen; het komt ons voor dat eene uitzondering mag gemaakt worden voor voedende oliën waarvan het in bezit hebben terzelfder tijd als het in bezit hebben van boter niet dezelfde bezwaren oplevert als het in bezit hebben van de verschillende vetstoffen.

Wij stellen voor, aan dit lid de volgende zipsnede toe te voegen :

Dit verbod is niet van toepassing op vloeibare voedende oliën ter temperatuur van 15 centigraden.

Wij stellen voor, aan artikel 7 een nieuw lid toe te voegen, luidende als volgt :

Het is verboden, zonder voorafgaande aangifte, in de inrichtingen waar men boter, margarine of eetbare vetstoffen vervaardigt of bereidt, in zijn bezit te hebben toestellen kunnende dienen tot het vermengen dezer voortbrengselen onder elkaar.

Men zal opmerken dat er hier geen sprake van is, het in bezit hebben van de toestellen, bij dit artikel bedoeld, te onderwerpen aan om 't even welke machting. Het geldt eene eenvoudige aangifte, zonder eenig gevolg voor dezen van wie zij gevergd wordt.

Doch, anderdeels, kan die aangifte zeer dienstig zijn voor het toezicht over de eetwaren.

ARTIKEL 9. — Daarin het woord « ingevoerd » in te lasschen en het bijgevolg te doen luiden als volgt :

Alle vaten of omhulsels, waarin margarine of voedende vetwaren worden ingevoerd, te koop gezet, of bewaard om verkocht of geleverd te worden...

De redenen, waarop de inlassching van dit woord steunt, werden hierboven vermeld; wij behoeven ze niet te herhalen.

In artikel 10 dient men in te lasschen de verplichting betreffende het merk van herkomst van de boter.

ARTIKEL 11. — Bij het eerste lid van dit artikel is het volstrekt noodig, zooals wij even zegden, het woord « ingevoerd » te voegen en dit lid te doen luiden :

Mogen niet worden ingevoerd, niet worden vervoerd, te koop gezet, in 't klein verkocht, uitgestald, voor den verkoop of voor de levering bewaard in magazijnen, winkels, kramen of een ander lokaal :

A. De margarine en voedende vetwaren, vermeld in het 1^e en 2^e lid van artikel 2, die niet voldoen aan de uit kracht van artikel 5 bepaalde vereischten;

B. Elk mengsel van boter met eenige vetwaar, behoudens hetgeen is toegelaten door het laatste lid van artikel 3.

In deze twee alinea's werd geene wijziging gebracht.

Littera C van die bestaande wet luidt als volgt :

C. Boter, waarvan de eigenschappen, zonder dat ze met zekerheid doen zien dat er vervalsching bestaat of ernstige ontaarding, afwijken van die der gewone zuivere boter.

Een Koninklijk besluit bepaalt, naar eensluitend advies van den Hoogerem Raad voor Volksgezondheid, de natuurlijke en scheikundige kenteekenen waaraan men de zuivere boter kan erkennen.

En het Koninklijk besluit van 21 November 1904 bepaalde die kenteekenen bij zijn artikel 2 :

Voor de toepassing van artikel 11, littera C der wet, wordt aangezien als abnormale kenteekens opgevende die zich verwijderden van deze der zuivere boter in 't algemeen, de boter die terzelfder tijd als een cijfer van vluchtige en oplosbare zuren (Reichert-Meissl) beneden 28, het een of het ander navolgend kenteeken vertoont :

Een refractometer (Abbe-Zeiss) op 40° C. boven 44, enz.

Dit artikel, dat voor de eerste maal in de wet van 4 Mei 1900 opgenomen werd, vooral om te beletten dat de vreemde boter, vervalscht door middel van niet ontaarde vetstoffen, in België zou worden ingevoerd, gaf van den beginne af aanleiding tot talrijke bezwaren.

Reeds toen bleek uit de onderzoekingen van zuivere boter, medegedeeld door de wetenschappelijke bladen, alsmede uit het onderzoek waartoe werd overgegaan in verscheidene landen, dat de zoogenaamde abnormale boter, verre van een uitzondering te zijn, nog al dikwijls voorkwam, vooral gedurende twee of drie maanden van het jaar. Dan ook dacht men, ten onrechte, dat dergelijke boter eene boter van lagere soort was en dat er geen bezwaar bestond om den verkoop daarvan te verbieden.

Sedertdien werden talrijke onderzoekingen gedaan en ging men over tot menig onderzoek; daardoor werd zonneklaar bewezen dat de samenstelling der boter van alle landen zeer verschillend is.

Uit het officieel onderzoek dat sedert ettelijke jaren in Nederland werd ingesteld, alsmede uit dit in Duitschland, Rusland en Denemarken, is gebleken dat, inzonderheid in Augustus en September, boter met een gehalte van vluchtige en oplosbare zuren beneden 28 de groote meerderheid der boter uitmaakt, en zelfs in sommige gevallen 90 t. h. van het totaal bedrag der onderzochte boter bereikt.

In België ging het Departement van Landbouw over tot een onderzoek naar de boter, bereid in melkerijen; eene voorafgaande mededeeling werd aan de Nationale Zuivelmaatschappij onderworpen door den heer inspecteur Grogard, die belast was met het verzamelen van de verkregen uitkomsten der onderzoekingen; daaruit blijkt dat het meerendeel der Belgische melkerijen, evenals deze van vreemde landen, in den loop der maanden Augustus en September boter voortbrengen, welke volgens het door ons behandeld artikel, abnormaal zijn, en dat daarenboven, indien die toestand in sommige provinciën nagenoeg ophoudt gedurende de andere maanden van het jaar, hij nochtans in andere provinciën,

vooral in sommige hooggelegene landstreken; gedurende twee of drie maanden voortduurt.

Wij hopen dat de cijfers, door dit onderzoek geleverd, zullen bekendgemaakt worden; immers, zij zullen, voor de studie van dit zoo kiesch vraagstuk, kostbare inlichtingen verschaffen.

Er dient te worden opgemerkt dat gezegd onderzoek slechts gedaan werd voor de boter, in melkerijen voortgebracht, met andere woorden, voor de boter afkomstig van een groot aantal koeien; de afwijkingen zouden nog grooter geweest zijn, indien men tevens de boter der boerderijen had onderzocht.

Moet de bepaling die wij nu bedoelen, gehandhaafd worden in de door ons bestudeerde regeling?

Wij weten dat die bepaling, toen zij in de wet werd opgenomen, vooral slechts de boter bedoelde, afkomstig uit landen waar de verplichting om aan de margarine zekere bestanddeelen toe te voegen, die haar in de boter doen onderkennen, niet aangenomen werd. Niettemin is het waar dat zij van toepassing is en reeds werd toegepast in België; dat straffen werden uitgesproken tegen fabrikanten of handelaars die zoogenaamde abnormale boter verkocht of te koop gesteld hadden.

't Is niettemin ook waar dat die bepaling, ten minste gedurende enkele maanden 's jaars, een deel onzer Belgische botervoortbrengst ten onrechte in verdenking stelt; om die reden alleen moet zij uit onze wet verdwijnen.

Doch om andere beweegredenen dient tot die afschaffing te worden beslist.

Bedoelde bepaling verschrikte nooit een botervervalscher, daar de veroordeeling die hij oploopen kan, slechts eene straf van enkele politie is; de cijfers, door het Koninklijk besluit aangegeven als zijnde deze *waaraan men zuivere boter kan erkennen*, brengen de rechters, belast met het toepassen der wet, in dwaling: boter met een hoog gehalte aan vluchtige zuren kan met vreemde vetstoffen vervalscht zijn en nochtans bij de onderzoeking een cijfer van vluchtige en oplosbare zuren opleveren boven dit bepaald bij Koninklijk besluit; boter, waaraan kokosvet, zelfs in ruime mate, is toegevoegd, behoort niet tot de reeks voortbrengselen, bij dit artikel bedoeld.

De rechters aarzelen soms te veroordeelen, zelfs wanneer de vervalsching blijkt uit bijzondere bestanddeelen.

De bij Koninklijk besluit aangenomen cijfers waren niet altijd dezelfde; vroeger werd het cijfer van vluchtige oplosbare zuren bepaald op 25, en zoo was de verkoop van veel vervalschte boter eenigszins wettelijk; men bracht het op 28, en daardoor werd veel zuivere boter in verdenking gesteld.

De scheikundige bepaling der boter is onmogelijk, daar de samenstelling te veel verandert.

Om al die redenen vraagt de Nationale Zuivelmaatschappij de intrekking van bedoelde alinea, alsmede van de bepaling van het Koninklijk besluit die daarvan het gevolg is.

Wat zou er uit die intrekking volgen?

Wat de Belgische boter betreft, niets zou veranderd zijn, aangezien thans de wet er niet op toegepast wordt; overigens krachtens de bepalingen betreffende

het vervaardigen van margarine, kan men met een streng en gestadig toezicht over de boter- en margarinefabrikanten en handelaars, zooniet het bedrog beletten — geen reglement vermag dit —, dan toch de knoeiers treffen.

Maar is het ook aldus gelegen met de boter, uit den vreemde ingevoerd?

De boter afkomstig uit landen, waar onderkenningmiddelen aan de margarine moeten toegevoegd worden, mag worden beschouwd als verkeerende in denzelfden toestand als de Belgische boter, indien er in die landen een welingerichte en regelmatig werkende dienst van toezicht bestaat. Ook moet eene bijzondere verhouding gemaakt worden opdat men verdachte boter aan de grens zou kunnen ophouden tot na onderzoek.

Nu blijven nog de voortbrengselen afkomstig uit landen die gezegde verplichting niet hebben aangenomen. Het kan niet betwist worden dat, zoo in dit geval geen maatregel wordt genomen, men op onze markt allerlei boter zal aanvoeren, op wetenschappelijke wijze vervalscht door toevoeging van eene meerdere of mindere hoeveelheid niet ontaarde margarine, welke men bij de onderzoeking moeilijk of in 't geheel niet onderkennen kan.

Een der landen, die zich in dergelijken toestand bevinden, bracht een stelsel van contrôle der bereide boter tot stand; dat stelsel werd sedert enkele jaren druk besproken.

Die contrôledienst is thans in werking onder het toezicht van de Nederlandsche Regeering; al wie de regeling daarvan bestudeerde, is van meening dat het, wat aangaat de uitgevoerde voortbrengselen — de eenige waarmede wij ons bezighouden, — nagenoeg volkomen zekerheid van zuiverheid oplevert, en daarop steunen wij om te vragen dat boter, waarop het Nederlandsch contrôlemerk is aangebracht, als zuivere boter beschouwd en zonder verdere vereischen in België toegelaten worde.

Het contrôlemerk was nooit een volstreckte waarborg van zuiverheid; bedrog, hoe moeilijk ook, is steeds mogelijk, zoowel met het Nederlandsch als met het Belgisch stelsel; het kan echter ontdekt worden en zulks volstaat om dit contrôlemerk te beschouwen als een getuigschrift van zuiverheid; evenals voor landen waar het ontaarden van margarine werd aangenomen, moet het mogelijk zijn, de Nederlandsche gecontrôleerde boter op te houden aan de grens, tot na onderzoek.

Het is goed verstaan dat elke boter, afkomstig uit landen waar een stelsel van contrôle harer zuiverheid bestaat onder waarborg der Regeering, in België mag ingevoerd worden, dit stelsel moge hetzelfde zijn als het Nederlandsch of daarvan verschillen; de bevoegde diensten van de Belgische Regeering zouden tot opdracht hebben te oordeelen of dit stelsel, ja dan neen, voldoende waarborg oplevert. Australië, Denemarken, Canada bezitten dergelijke contrôle-diensten.

Geeft bedoeld stelsel een voldoende waarborg van zuiverheid voor de boter van hen die zich onderwerpen aan zulke contrôle of aan om 't even welk ander doelmatig onderzoek naar echtheid, dan toch mag men hetzelfde niet zeggen van de boter der producenten en handelaars die zich niet onderwerpen aan dergelijke verplichtingen. Het is gemakkelijk, soortgelijke boter te vermengen met margarine *waaraan geene onderkenningmiddelen zijn toegevoegd*, en de scheidkundige

ontleding is dikwijls onbekwaam om het bedrog te doen ontdekken. Werden er geene maatregelen genomen, dan zou welhaast onze boterhandel overrompeld zijn door vreemde vervalschte boter.

De Maatschappij was van gevoelen dat een radicale maatregel dient te worden genomen, namelijk het niet toelaten, in België, van boter die niet beantwoordt aan de vereischen, door ons zooeven uiteengezet, met name, van boter komende uit landen waar het toevoegen van herkenningmiddelen aan margarine vereischt wordt, en die komende uit landen waar deze verplichting niet werd opgelegd, waarop geen getuigschrift van zuiverheid zou aangebracht zijn.

Sommigen vreezen dat dergelijke maatregel door de landen van invoer niet zal aanvaard worden; wij doen opmerken dat de door ons voorgestelde bepaling niet nieuw is; zij is van kracht in verscheidene landen voor verschillende voortbrengselen; vermelden wij enkel dat getuigschriften van scheikundige onderzoek in Duitschland en Rumenië vereischt worden bij den invoer van olijenolie en verscheidene landbouwvoortbrengselen en dat de Fransche Regeering officieele deskundigen aanstelt, bevoegd om gezegde getuigschriften af te leveren. Gewis kunnen talrijke voorbeelden van dien aard gevonden worden.

Overigens, er dient te worden opgemerkt dat, in elk eenigszins afgelegen land, de uitvoer van boter in handen ligt van een gering getal personen die alras, onder het waakzaam oog hunner Regeering, een dienst van contrôle der echtheid zouden inrichten, welke aan ons land voldoening zou schenken; wij denken niet te veel te vermoeden, wanneer wij zeggen dat thans Rusland de middelen bestudeert om ons voldoening te schenken.

Daarom stellen wij voor, de bijzondere paragraaf *waarbij verboden wordt het invoeren, vervoeren, te koop stellen, enz., te doen luiden als volgt :*

C. De boter, voortkomende uit landen die niet hebben aangenomen de verplichting om de margarine en de voedende eetwaren, bestemd zoowel voor het verbruik binnenslands als voor den uitvoer, te mengen met stoffen die den aard ervan doen kennen alsmede de boter voortkomende uit landen die, dezen maatregel aangenomen hebbende, niet een doelmatig stelsel van toezicht op het vervaardigen en voortbrengen van boter en vetwaren hebben ingevoerd.

Dit verbod treft niet de boter voortkomende uit landen waar deze verplichting niet bestaat, maar die is verzonden met een getuigschrift van zuiverheid, afgegeven door een dienst van nazicht, door de Regeering of onder haar toezicht ingericht.

De boter, voldoende aan de vereischen waarvan sprake is in de twee vorige alinea's, mag aan de grens, tot na onderzoek, worden opgehouden, wanneer ze als vervalscht voorkomt of wanneer het getuigschrift van zuiverheid schijnt vervalscht te zijn.

De Middenafdeeling heeft deze zienswijze aangenomen.

*
* * *

De botervervalsching door middel van toevoeging van water wordt door de bestaande wet niet in acht genomen; doch de verkoop van boter die te veel water bevat, wordt door Koninklijke besluiten geregeld.

De Koninklijke besluiten van 18 September 1904 en van 3 Februari 1919 doelen geen zins op boter welke door toevoeging van water vervalscht is; voor den verkoop van boter welke 18 tot 20 t. h. water, kaasstof en melksuiker bevat, — en welke niet zelden boter is op gebrekkige wijze toe bereid — wordt de wijze van inpakking en het etiket vereischt, zaken die onmogelijk uit te voeren zijn; het jongste Koninklijk besluit op dat gebied, waardoor de verkoop van boter die meer dan 20 t. h. andere stoffen dan vetstoffen en zout bevat, verboden wordt, verklaart dat dergelijke boter schadelijk is, terwijl zulks niet mogelijk is dan wanneer het water dat zij bevat, schadelijk is voor het verbruik.

Daartegen kan opgeworpen worden dat artikel 500 van het Strafwetboek van toepassing blijft op hen die willens en wetens water aan de boter toevoegen, en dat zij als vervalschers kunnen gestraft worden. Dat is wel zóó en, sedert eenigen tijd, werden verscheidene vonnissen in dien zin uitgesproken; het is niettemin waar dat, in menig geval, de rechters het reglement eenvoudig toepassen, zoo niets anders hun aanwijst dat een andere wetsbepaling van toepassing is.

Dit begrip moet, ons dunkens, in de wet opgenomen worden en men dient een onderscheid te maken tusschen boter waaraan water werd toegevoegd en boter waarvan het watergehalte te hoog is ten gevolge van eene gebrekkige bereiding: de eerste is vervalschte boter, de tweede is ontaarde of slecht bereide boter.

Het is dikwijls mogelijk, boter met een te hoog watergehalte te rangschikken in een van beide klassen, hetzij door de scheikundige onderzoeking wanneer de hoeveelheid water nog al groot is, hetzij door de onderzoeking van verschillende boter van denzelfden verkooper ingeval de hoeveelheid water gering is; zóó kan dikwijls bewezen worden dat het geldt, niet een gebrek bij de bereiding, maar wel eene bewerking die gewoonlijk wordt gedaan.

Indien de verkoop van boter, waaraan water is toegevoegd, zonder eenigen twijfel kan verboden worden, kan men dan ook den verkoop verbieden van boter die slechts bij toeval te veel water bevat? Wij denken ja, want hier geldt het boter van lagere hoedanigheid, die kan ontaarden, die werd bekomen tengevolge van eene gebrekkige bereiding en waarvan de bereider of verkooper de waarde zeer goed kent; zonder moeite zal hij de fout bij de bereiding, waarop zijne aandacht gevestigd wordt, kunnen vermijden.

Daarom stellen wij den volgende tekst voor:

Mogen niet worden ingevoerd, voor den verkoop bereid, enz.:

D. *De boter met water gemengd of waarin men opzettelijk te veel water heeft gelaten;*

E. *De boter die, tengevolge van gebrekkige bereiding, toevallig andere stoffen, dan vetstof en zout, in grootere hoeveelheid bevat dan de hoeveelheid welke bij Koninklijk besluit zal worden bepaald.*

De straffen, die dienen te worden voorzien, zijn, voor lid D, correctioneele straffen en, voor lid E, straffen van enkele politie.

De Middenafdeeling der Kamer heeft deze twee paragrafen gewijzigd en vervangen door de volgende bepalingen :

Mogen niet worden ingevoerd, voor den verkoop bereid, verkocht, enz. :

D. De boter bevattende meer dan 15 t. h. water;

E. De boter die tengevolge van gebrekkige bereiding of anderszins meer dan 2 t. h. andere bestanddeelen dan vetstof uit de melk getrokken, zout en water bevat.

Artikel 13 voorziet correctionele straffen tegen hen die willens en wetens de bovenvermelde producten invoeren voor den verkoop of voor de levering, en straffen van enkele politie tegen hen die ze te goeder trouw invoeren.

Het schijnt ons overbodig en zelfs gevaarlijk, in de wet eene beperking te schrijven betreffende de hoeveelheid andere bestanddeelen dan vetstof, zout en water, hetzij kaasstof en melksuiker, welke stoffen in mindere of meerdere hoeveelheid regelmatig in de melk voorhanden zijn.

Anderzijds blijkt ons, dat de wetgevers niet voor taak hebben beperkende cijfers vast te stellen inzake producten die in de samenstelling der eetwaren voorkomen. Zij moeten er zich bij houden, in de wet de verplichting te schrijven, dat deze perken moeten bepaald worden, en verder aan de besturen de zorg overlaten zulks in een Koninklijk besluit aan te geven, na onderzoek en advies van bevoegde personen.

Wij doen opmerken dat de Middenafdeeling het geheele gehalte stof die geen boter is op 17 t. h. heeft bepaald : 15 t. h. water en 2 t. h. kaasstof en melksuiker; dit cijfer is, onzes dunkens, laag om den verkoop te verbieden.

Wij zijn van gevoelen, dat de splitsing in twee afzonderlijke paragrafen van de verschillende bestanddeelen die de afgeroomde melk samenstellen, niet goed te maken en onze formule te verkiezen is.

Bovendien achten wij het noodzakelijk dat eene afzonderlijke paragraaf aan de magistraten, belast met de toepassing der wet, klaar zeggen zou dat elke toevoeging van water aan boter, zelfs wanneer de hoeveelheid water binnen de perken blijft, bepaald voor de op gebrekkige wijze bereide boter, eene vervalsching is; zulks blijkt duidelijk uit alinea 1 onzer voorstellen.

Wij vragen dus dat onze voorstellen worden gehandhaaft.

De Middenafdeeling heeft ook in artikel 11 de volgende afzonderlijke paragraaf gelascht, betreffende de bederfwerende stoffen :

« De boter mag, in geen geval, bevatten eenige bederfwerende stof, hoe klein de hoeveelheid daarvan ook zij ».

Het verbod, bederfwerende stof te gebruiken, staat, vooralsnu, vermeld in het Koninklijk besluit ter uitvoering van de wet. Daar staat het beter op zijn plaats dan in de wet zelf, vermits een Koninklijk besluit gemakkelijker kan gewijzigd worden dan eene wet. De bederfwerende stoffen worden tot nog toe niet in boter geduld, omdat zij als schadelijk voor de gezondheid worden beschouwd. Zoo het echter bewezen was, dat eene bepaalde bederfwerende stof zonder gevaar voor de gezondheid kan worden aangewend, zou er geene reden bestaan om zulks te verbieden, evenmin als men de vermenging met zout verbiedt.

De Regeering is reeds deze baan opgegaan wanneer zij, op gunstig advies van den Hoogereren Raad voor Volksgezondheid, den verkoop toelaat van boter die een bepaald maximum boorzuur bevat.

* * *

Er dient nu nog eene bijzondere alinea betreffende de margarine te worden gevoegd bij artikel 11.

Margarine is eene voedende eetwaar die eene ruime plaats heeft ingenomen in de voeding van de arbeidersklasse; zij vervangt boter en hare voedende waarde is alleen verschuldigd aan de mindere of meerdere hoeveelheid vetstoffen die zij bevat; deze laatste kunnen niet door andere stoffen, vooral niet door water vervangen worden.

Indien men het noodig acht, de hoeveelheid te beperken van de stoffen, andere dan vetstoffen en zout, die in de boter mogen voorkomen, dan is het even noodzakelijk dergelijke beperking voor te schrijven voor de margarine en de voedingsvetten. Het toevoegen, aan die voortbrengselen, van eene overdreven hoeveelheid water is eene vervalsching om dezelfde reden als de toevoeging, aan de boter, van eene overdreven hoeveelheid water.

Wij stellen voor, dat bijzonder lid te doen luiden als volgt :

Mogen niet worden ingevoerd, enz. :

F. De margarine en de voedende vetwaren bevattende andere stoffen, dan vetstof en zout, in grootere hoeveelheid dan de hoeveelheid welke bij Koninklijk besluit zal worden bepaald.

De Middenafdeeling heeft deze wijziging niet aangenomen, zeggende dat de margarine in zekeren zin een kunstvoortbrengsel is, dat niet aan regeling dient onderworpen te worden.

Wij kunnen ons bij deze zienswijze niet aansluiten. De margarine is thans een der voornaamste bronnen van vetstof welke noodzakelijk is aan het organisme, en wordt ook als dusdanig verkocht. Het publiek is bedrogen wanneer het water krijgt voor vetstof, zoowel in boter als in margarine.

Heden ten dage wordt alles toegelaten; de fabrikant kan naar goeddunken den verbruiker bedriegen, des te meer daar in een ministerieelen omzendbrief wordt verklaard, dat de vervaardiging van margarine niet geregeld wordt dan in zake toevoeging van vlasolie en aardappelenmeel en men er elk andere niet schadelijke stof mag aan toevoegen.

Wij vragen dat aan dezen toestand een einde worde gesteld en dit belangrijk punt, evengood als voor de boter, door de wet worde geregeld.

ARTIKEL 12. — Ten einde na te gaan of de bepalingen van deze wet worden uitgevoerd, mogen de uit kracht der wet van 4 Augustus 1890 aangewezen beambten te allen tijde in de boterfabrieken dringen.

Het schijnt ons noodig te zeggen : in de boterfabrieken en in lokalen voor boterbereiding; over deze laatste moet, even goed als over de eerste, toezicht kunnen gehouden worden.

ARTIKEL 13. — In het eerste lid moet, om de hierboven vermelde redenen, het woord « invoeren » ingelascht worden; het zou dus luiden als volgt : *Zij, die de*

voortbrengselen in de litteras A, B, C, D et F van artikel 11 aangeduid, willens en wetens invoeren, voor den verkoop bereiden, vervoeren, te koop zetten, verkoopen, sluiten, uitstallen, voorhanden hebben om te worden verkocht, of geleverd, alsmede zij, die de alineas 2 en 3 van artikel 7 overtreden, worden gestraft, enz.

In den huidige tekst komen slechts de litteras A en B van artikel 11 voor. Wij stellen voor, daaraan toe te voegen alinea C, betreffende de vreemde boter, alsook de alinea D en F betreffende boter en margarine vervalscht door middel van water of andere stoffen.

Het schijnt ons ook noodzakelijk, den aard der straffen te wijzigen, die van toepassing zijn op hen die margarine of voedingsvetten tezelfder tijd als boter in hun bezit hebben of vervoeren. Daar dit verbod voorkomt in de wet, moet het bekrachtigd worden niet door straffen van enkele politie, maar door correctioneele straffen, aangezien de eerste geen doelmatige uitkomsten geven.

Lid 3 van artikel 13 voorziet dat, ingeval van herhaling, de rechtbank bevelen kan, het vonnis aan te plakken op door haar aan te wijzen plaatsen.

Wij doen opmerken dat de huidige tekst niet doeltreffend is, daar hij het den veroordeelde mogelijk maakt, den plakbrief af te trekken dadelijk na zijne aanplakking. Aan het slot van de alinea moet worden toegevoegd : *gedurende een tijd dien zij bepaalt.*

Het 5^e lid moet opgesteld worden als volgt : *Artikel 85 van het Strafwetboek (verzachtende omstandigheden) is van toepassing op de overtredingen voorzien bij de litteras A, B, C, D en F van artikel 11, bij de litteras 2 en 3 van artikel 7 en bij artikel 12.*

Daarop volgen de alineas betreffende de overtredingen.

Met de straffen bepaald bij artikel 6 der wet van 4 Augustus 1890 worden gestraft :

1^o *Zij, die te goeder trouw de in artikel 11, litteras A, B, C, D en F, aangeduide voortbrengselen invoeren, vervoeren, te koop zetten, verkoopen, slijten, uitstallen, voorhanden hebben om te worden verkocht of geleverd;*

2^o *Zij, die de bepalingen van de artikelen 4 en 6, de alineas 1, 4 en 5 van artikel 7, van de artikelen 8, 9, 10 en 11, littera E, overtreden.*

*
* * *

Het onderzoek der wet is voltrokken; enkele woorden wenschen wij nu te zeggen over het KONINKLIJK BESLUIT van 20 OCTOBER 1903, genomen ter uitvoering van de wet.

ARTIKEL 4, betreffende de bepaling van abnormale boter, moet ingetrokken worden, als gevolg van het vervallen van littera C van artikel 11 der bestaande wet.

Door ARTIKEL 5 is aan elken verkoper van margarine of voedingsvetten verboden, de woorden : melk, boter, room of andere, die daarvan afgeleid zijn, te vermelden op verpakkingen, plakbrieven, enz., ten einde zijn bedrijf of zijne producten bekend te maken. Het komt ons logisch voor, zulks ook te verbieden

aan verkoopers van eetbare vetstoffen die voor hetzelfde gebruik als boter dienen kunnen

HET KONINKLIJK BESLUIT VAN 18 SEPTEMBER 1904 betreffende de boter met een te hoog watergehalte — besluit waardoor artikel 6 van het besluit van 20 October 1903 werd vervangen — moet vervallen.

Hier moet een artikel komen, waarbij wordt bepaald welke hoeveelheid stoffen andere dan boter mag voorkomen in boter of margarine.

Wat de boter betreft, stelt de Nationale Zuivelmaatschappij het cijfer 18 t. h. voor, dat door het huidig reglement is bepaald.

Er kan worden gezegd : *Voor de toepassing van artikel 11, littera A, mag de boter, bevattende meer dan 18 t. h. stoffen andere dan vetstof en zout, niet worden ingevoerd, verkocht, geleverd, te koop gesteld, in bezit gehouden of vervoerd, hetzij voor den verkoop, hetzij voor de levering.*

Dergelijke alinea zou ook voor de margarine en voor de voedingsvetten moeten ingevoerd worden; maar wij kunnen het te bepalen cijfer niet aanduiden. Daartoe is het noodig veel aangelegenheden na te gaan en het is billijk, daarover de meening der fabrikanten van margarine en voedingsvetten te vernemen.

ARTIKEL 7 verklaart dat :

1° De boter, margarine en voedingsvetten bereid met melk waarvan de verkoop verboden is;

2° De boter, margarine en voedingsvetten die bederfwerende stoffen of glycerine bevatten;

nadeelig zijn en verbiedt dezelve te verkoopen, uit te stallen of te koop te stellen.

Het is ook volstrekt noodig, het invoeren daarvan te verbieden ten einde onze landgenooten aan geene onverdiende overtredingen bloot te stellen.

Hiermede sluiten wij de toelichting der wijzigingen die de Nationale Zuivelmaatschappij voorstelt te brengen in de wet welke den handel van boter en margarine in België regelt; het dunkt ons dat zij onontbeerlijk zijn tot de betuiging van het bedrog dat nog elken dag gepleegd wordt, en wij durven hopen dat zij door de openbare machten gunstig zullen worden onthaald.

't Is aldus, Mijne Heeren, dat de Nationale Zuivelmaatschappij de wijzigingen, die zij aan de Wetgevende Macht onderwerpt, onlangs heeft uiteengezet. Als toelichting van ons wetsvoorstel dachten wij niet beter te kunnen doen dan het zoo klaar en volledig verslag van den heer J. Wauters, eere-bestuurder van het Laboratorium van Scheikunde der stad Brussel, lid van den Hoogerem Raad voor Volksgezondheid, over te nemen.

* * *

Wij hopen dat de Kamer die wijzigingen weldra zal onderzoeken en aannemen; zij zullen voldoening schenken aan bereiders en verbruikers, aan eerlijke handelaars en landbouwers.

J. MAENHAUT.

(14)

CHAMBRE
des Représentants.

KAMER
der Volksvertegenwoordigers.

Proposition de loi modifiant la loi du 12 août 1903 ayant pour objet la répression des fraudes commises au moyen de la margarine.

Modifications proposées.

Les modifications suivantes sont apportées à la loi du 12 août 1903 ayant pour objet la répression des fraudes commises au moyen de la margarine :

ART. 2, 3^e al. — Ne sont pas considérés comme graisses alimentaires les produits accessoires de la charcuterie et de la boucherie simplement fondus et exposés en vente dans les récipients mêmes dans lesquels ces produits ont été coulés et refroidis.

Les mélanges de margarine, de graisses alimentaires ou d'autres matières grasses et de beurre faits en vue du commerce sont interdits.

Toutefois..., etc.

ART. 6, al. 1^{er}. — La margarine ou les graisses alimentaires importées ou sortant des fabriques, etc.

Al. 3 (nouveau). — Pour le commerce du détail, la vente de margarine ou de graisses alimentaires ne sera autorisée autrement qu'en paquets ficelés et plombés. Les détails de l'emballage seront réglés par arrêté royal.

Wetsvoorstel tot wijziging der wet van 12 Augustus 1903, waarbij het door middel van margarine gepleegd bedrog wordt beteugeld.

Voorgestelde wijzigingen.

De volgende wijzigingen worden gebracht in de wet van 12 Augustus 1903, waarbij het door middel van margarine gepleegd bedrog wordt beteugeld :

ART. 2, 3^e lid. — Worden niet beschouwd als voedende vetwaren, de bijkomende voortbrengselen der spekslaegers- en vleeschhouwersbedrijven, eenvoudig gesmolten en te koop gesteld in dezelfde vaten waarin men deze voortbrengselen heeft overgegoten en verkoeld.

Het vermengen, met het oog op den handel, van margarine, voedende vetwaren of andere vetstoffen met boter is verboden.

De voor den verkoop bestemde..., enz.

ART. 6, 1^e lid. — Margarine of voedende vetwaren, ingevoerd of voortkomende uit fabrieken, enz.

3^e lid (nieuw). — Voor den handel in 't klein, wordt de verkoop van margarine of voedende vetwaren niet anders toegelaten dan in toegebonden en met lood verzegelde pakken. De bijzonderheden van deze verpakking worden bij Koninklijk besluit geregeld.

Art. 7, al. 2 et 3. — Il est défendu aux producteurs ou préparateurs de beurre, de détenir de la margarine; des graisses alimentaires ou d'autres matières grasses comestibles dans les établissements où est fabriqué ou préparé du beurre destiné à la vente. Cette défense ne s'applique pas aux huiles alimentaires liquides à la température de 15° centigrades.

Il est défendu de fabriquer ou de détenir du beurre destiné à la vente dans les établissements servant à la fabrication ou à la détention de la margarine ou d'autres matières grasses comestibles, sauf l'exception prévue par l'alinéa précédent.

Il est défendu, sans déclaration préalable, de détenir dans les établissements où l'on fabrique ou prépare du beurre, de la margarine ou des graisses comestibles, des appareils pouvant servir au mélange de ces produits entre eux.

Art. 9, al. 1^{er}. — Tous les récipients ou enveloppes dans lesquels la margarine ou les graisses alimentaires sont importées, exposées en vente, etc.

Art. 10, al. 2 (nouveau). — Les beurres de toute provenance exposés ou offerts en vente doivent indiquer lisiblement le nom et l'adresse du producteur, fabricant, vendeur ou détaillant.

Art. 11, al. 1. — Ne peuvent être importés, préparés pour la vente, etc.

C. Les beurres provenant de pays n'ayant pas adopté l'obligation d'additionner de substances révélatrices les

Art. 7, 2^e et 3^e lid. — Het is aan voortbrengers of bereiders van boter verboden, margarine, voedende vetwaren of andere eetbare vetwaren in hun bezit te hebben, in inrichtingen waar boter, voor den verkoop bestemd, wordt vervaardigd of bereid. Dit verbod is niet van toepassing op vloeibare voedende oliën ter temperatuur van 15 centigraden.

Behalve de uitzondering bij het vorige lid voorzien, is het verboden voor den verkoop bestemde boter te vervaardigen of er in zijn bezit te hebben, in inrichtingen dienende tot de vervaardiging of de bewaring van margarine of andere eetbare vetwaren.

Het is verboden, zonder voorafgaande aangifte, in de inrichtingen waar men boter, margarine of eetbare vetwaren vervaardigt of bereidt, in zijn bezit te hebben toestellen kunnende dienen tot het vermengen van deze voortbrengsels onder elkaar.

Art. 9, 1^o lid. — Alle vaten of omhulsels, waarin margarine of voedende vetwaren worden ingevoerd, te koop gesteld, enz.

Art. 10, 2^o lid (nieuw). — De boter van welke herkomst ook, te koop gesteld of te koop aangeboden, moet leesbaar den naam en het adres vermelden van den voortbrenger, den fabrikant, den verkooper of den kleinhandelaar.

Art. 11, 1^o lid. — Mogen niet worden ingevoerd, voor den verkoop bereid, enz.

C. De boter, voortkomende uit landen die niet hebben aangenomen de verplichting om de margarine en de voedende

margarines et les graisses alimentaires destinées tant à la consommation intérieure qu'à l'exportation, ainsi que les beurres provenant de pays qui, ayant adopté cette mesure, n'auraient pas établi un système efficace d'inspection de la fabrication et de la production des beurres et des graisses.

Sont affranchis de cette interdiction les beurres provenant de pays n'ayant pas établi cette obligation mais qui seront munis d'un certificat de pureté émanant d'une institution de contrôle organisée par le Gouvernement ou sous sa surveillance.

Les beurres remplissant les conditions formulées dans les deux alinéas qui précèdent pourront être arrêtés à la frontière, jusqu'après enquête, lorsqu'ils paraîtront suspects de falsification ou lorsque le certificat de pureté paraîtra avoir été altéré.

D. Les beurres additionnés d'eau ou dans lesquels on a laissé intentionnellement un excès d'eau.

E. Les beurres renfermant accidentellement, par suite de fabrication défectueuse, une proportion de substances autres que la matière grasse et le sel supérieure à celle qui sera fixée par arrêté royal.

F. La margarine et les graisses alimentaires renfermant une proportion de substances autres que la matière grasse et le sel supérieure à celle qui sera fixée par arrêté royal.

ART. 12, al. 1. — Les agents désignés en vertu de la loi du 4 août 1890 peuvent pénétrer en tout temps dans

vetwaren, bestemd zoowel voor het verbruik binnenslands, als voor den uitvoer, te mengen met herkenningmiddelen, alsmede de boter voortkomende uit landen die, dezen maatregel aangenomen hebbende, niet een doelmatig stelsel van toezicht op het vervaardigen en voortbrengen van boter en vetwaren hebben ingevoerd.

Dit verbod treft niet de boter voortkomende uit landen waar deze verplichting niet bestaat, maar die is verzonden met een getuigschrift van zuiverheid, afgegeven door een dienst van contrôle, door de Regeering of onder haar toezicht ingericht.

De boter, voldoende aan de vereischten gesteld in de twee bovenstaande alinea's, mag aan de grens, tot na onderzoek, worden opgehouden, wanneer ze als vervalscht voorkomt of wanneer het getuigschrift van zuiverheid schijnt vervalscht te zijn.

D. De boter met water gemengd of waarin opzettelijk te veel water werd gelaten.

E. De boter die, tengevolge van gebrekkige vervaardiging, toevallig andere stoffen, dan vetstof en zout, in grootere hoeveelheid bevat dan de hoeveelheid welke bij Koninklijk besluit zal worden bepaald.

F. De margarine en de voedende vetwaren bevattende andere stoffen, dan vetstof en zout, in grootere hoeveelheid dan de hoeveelheid welke bij Koninklijk besluit zal worden bepaald.

ART. 12, 1° lid. — Ten einde na te gaan of ..., mogen de uit kracht der wet van 4 Augustus 1890 aangewezen

les locaux de fabrication et de préparation pour y surveiller, etc.

Art. 13. — Sont punis d'un emprisonnement de huit jours à deux mois et d'une amende de 26 francs à 200 francs ou d'une de ces peines seulement ceux qui, sciemment, auront importé, préparé pour la vente, transporté, mis en vente, vendu, débité, exposé en vente, détenu pour la vente ou pour la livraison les produits indiqués aux littéras A, B, C, D, et F de l'article 11 et ceux qui auront contrevenu aux alinéas 2 et 3 de l'article 7.

En cas de récidive dans les deux années de la dernière condamnation pour une infraction aux dispositions de la présente loi, la peine pourra être élevée au double.

Dans le même cas, le tribunal pourra ordonner que le jugement soit affiché dans les lieux qu'il désignera et pendant un temps qu'il déterminera et inséré, en entier ou par extraits, dans les journaux qu'il indiquera; le tout aux frais du condamné.

Les dispositions de l'article 7 de la loi du 4 août 1890 sont applicables à l'exécution des dispositions de l'article 12.

L'article 85 du Code pénal sera applicable aux infractions prévues par les littéras A, B, C, D et F de l'article 11, par les alinéas 2 et 3 de l'article 7 et par l'article 12.

Seront punis des peines édictées par l'article 6 de la loi du 4 août 1890 :

1° Ceux qui, de bonne foi, auront importé, transporté, mis en vente, détenu pour la vente ou pour la livraison les

beambten te allen tijde in de boterfabrieken en in de lokalen voor boterbereiding dringen; enz.

Art. 13. — Worden gestraft met eene gevangenisstraf van acht dagen tot twee maanden en met eene boete van 26 tot 200 frank, of met slechts ééne van deze straffen, zij, die de voortbrengselen, in littera A, B, C, D en F van artikel 11 aangeduid, willens en wetens, invoeren, voor den verkoop bereiden, vervoeren, te koop zetten, verkoopen, slijten, uitstallen, voorhanden hebben om te worden verkocht of geleverd, alsmede zij die de alinea's 2 en 3 van artikel 7 overtreden.

Ingeval van herhaling binnen twee jaren na de laatste veroordeeling wegens eene overtreding van de bepalingen dezer wet, kan de straf op het dubbel worden gebracht.

In hetzelfde geval, kan de rechtbank bevelen dat, op kosten van den veroordeelde, het vonnis zal worden aangeplakt op de plaatsen door haar aan te wijzen en gedurende den tijd door haar te bepalen, en, geheel of gedeeltelijk, opgenomen in bladen, eveneens door haar aan te duiden.

De bepalingen van artikel 7 der wet van 4 Augustus 1890 zijn van toepassing op de uitvoering der bepalingen van artikel 12.

Artikel 85 van het Strafwetboek is van toepassing op de overtredingen voorzien bij litteras A, B, C, D en F. van artikel 11 bij de litteras 2 en 3 van artikel 7 en bij artikel 12.

Worden gestraft met de straffen bepaald bij artikel 6 der wet van 4 Augustus 1890 :

1° Zij die, te goeder trouw, de in artikel 11, litteras A, B, C, D en F aangeduide voortbrengselen invoeren

produits indiqués à l'article 11, littéras A, B, C, D et F;

2^o Ceux qui auront contrevenu aux dispositions des articles 4, 6, des alinéas 1, 4 et 5 de l'article 7, des articles 8, 9, 10 et 11 littéra E;

3^o Les consignataires, les commissionnaires-expéditeurs ou les voituriers qui refusent de faire connaître l'expéditeur des produits soumis à l'inspection.

Le transporteur de bonne foi sera exonéré de toute peine en faisant connaître le propriétaire ou l'expéditeur de la marchandise qui, lui, sera poursuivi pour le transport illégal.

Il n'est en rien préjudicié, par la présente loi, aux dispositions du Code pénal relatives aux falsifications.

Dans tous les cas visés à l'alinéa premier et à l'alinéa 6 1^o du présent article, les produits, quel qu'en soit le propriétaire, seront saisis et confisqués par mesure d'ordre public, et recevront la destination fixée par l'article 500 du Code pénal.

Le Gouvernement fixera par arrêté royal la date à laquelle entreranno en vigueur les dispositions de la présente loi.

vervoeren, te koop zetten, voorhanden hebben om te worden verkocht of geleverd.

2^o Zij die de bepalingen van de artikelen 4, 6, van de alinea's 1, 4 en 5 van artikel 7, van de artikelen 8, 9, 10 en 11 littéra E. overtreden;

3^o De consignatiehouders van koopwaren, de makelaars of de voerlieden die weigeren den verzender der aan het toezicht onderworpen voortbrengselen te doen kennen.

De vervoerder te goeder trouw wordt van alle straf vrijgesteld, wanneer hij den eigenaar of den verzender der koopwaar doet kennen; deze wordt vervolgd wegens wederrechtelijk vervoer.

Deze wet laat de bepalingen van het Strafwetboek inzake vervalschingen onverminderd.

In al de gevallen bij de eerste alinea en bij alinea 6 1^o van dit artikel bedoeld, worden de voortbrengselen, wie ook er de eigenaar van zij, in beslaggenomen en verbeurdverklaard, en krijgen de bestemming bepaald bij artikel 500 van het Strafwetboek.

De Regeering bepaalt bij Koninklijk besluit den datum waarop de bepalingen dezer wet in werking treden.

J. MAENHAUT.

CAM. MOSTAERT.

FR. BRUSSELMANS.